

## L'ÉDITO

### Les primaires de Noël

Alexandre MEDVEDOWSKY



est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

Les observateurs avisés de l'élection présidentielle de 2017 étaient sortis de la période avec la ferme conviction que l'organisation de primaires propre à chaque camp était la pire des décisions. Le Parti socialiste avait une nouvelle fois affiché ses divisions internes, Benoît Hamon, champion de l'aile gauche, l'emportant largement au deuxième tour avec plus de 58% des voix face à Manuel Valls, représentant de l'aile sociale-démocrate. Les Républicains avaient offert une image de dispersion et de combats entre fortes personnalités, François Fillon positionné à la droite de l'échiquier, l'emportant lui aussi facilement au deuxième tour avec plus de 66% des voix face au champion des sondages Alain Juppé, sèchement battu. Dans les deux cas, ces primaires avaient été un vrai succès populaire : plus de 2 millions de votants pour la primaire socialiste, près de 4,5 millions de votants pour la primaire des Républicains.

A l'issue de ces dernières, tout le monde, à gauche comme à droite, s'était pourtant dit : plus jamais ça, les primaires apparaissant comme une formidable machine à perdre, laissant des traces indélébiles entre les candidats du premier tour, et débouchant inmanquablement sur la désignation des candidats les plus extrémistes, les moins capables de rassembler dans une élection présidentielle face à un Emmanuel Macron, candidat de rupture, jeune et innovant.

Ainsi, les socialistes ont-ils, en 2021, soigneusement tourné le dos à l'organisation de primaires, éliminant le plus possible les débats internes, préférant choisir en amont la candidate qui leur paraissait la plus légitime, Anne Hidalgo, à la suite de son succès aux élections municipales à Paris. Ainsi, Xavier Bertrand et Valérie Pécresse avaient-ils pris le soin de quitter l'appareil des Républicains pour ne pas risquer de se voir imposer un mécanisme de désignation sous forme de primaires. Champion des sondages dans son camp, Xavier Bertrand avait même clairement pris position contre l'organisation de toute forme de primaires, préférant instaurer un dialogue direct avec les Français. Ce n'est que sous la pression des autres candidats potentiels et parce qu'il ne parvenait pas à créer un écart suffisant dans les sondages que Xavier Bertrand s'est finalement vu contraint de participer à une primaire dont il ne voulait pas, à laquelle s'était ralliée entre-temps Valérie Pécresse.

Le cercle vicieux de 2017, s'est transformé en schéma vertueux en 2021, prenant à revers les adversaires des primaires.

La première étape a été la désignation du candidat d'EELV. Plus de 122 000 inscrits, soit un beau succès pour les Verts. Là où tout le monde attendait, avant le premier tour, la domi-

nation des candidats les plus farfelus, les plus idéologues, les moins aptes à gouverner, Yannick Jadot sortait en tête du premier tour et plus encore alors que tout le monde pronostiquait l'addition des voix de ses adversaires pour assurer le succès de Sandrine Rousseau au deuxième tour, il s'imposait, certes d'une courte tête, mais s'imposait néanmoins. Comme si les électeurs écologistes s'étaient dit à eux-mêmes : « Nous ne sommes pas complètement idiots. Nous avons bien compris que les primaires devaient servir à désigner le plus apte et celui susceptible de faire le meilleur score à l'élection présidentielle ».

Les Républicains, après s'être convertis tardivement à la primaire, ont suivi le même chemin. Les hommes d'appareil disaient, c'est Barnier qui va gagner. Il est resté fidèle, il est soutenu par les Fédérations. D'autres disaient, Ciotti sera dangereux, il est sur l'aile droite. C'est son électorat qui sera le plus mobilisé dans cette Primaire. À cela, les 115 000 votants ont répondu autre chose : « Nous voulons nous aussi le candidat susceptible de battre Emmanuel Macron. Ce n'est pas Michel Barnier, très mauvais dans ses prestations de campagne, ce n'est pas Ciotti trop extrême dans ses points de vue. Ce n'est pas non plus Xavier Bertrand qui s'était auto-investi un peu trop rapidement, avec un peu trop d'auto-satisfaction et un registre finalement assez limité, plombé par ses communicants trop présents. Non finalement, nous militants choisissons Valérie Pécresse, femme, solide, manquant peut être un peu de charisme, mais on y croit ! ».

Ainsi, ceux qui ne croyaient pas aux primaires après l'expérience de 2016-2017 n'ont aujourd'hui que leurs yeux pour pleurer. A commencer par les Socialistes. Donnée à 3% dans les sondages, Anne Hidalgo et son fidèle soutien Olivier Faure se réveillent un peu groggy, et aimeraient que dans leurs souliers de Noël, le Père Noël leur amène une belle primaire citoyenne, populaire, avec plein de participants enthousiastes, alors qu'ils ont tout fait il y a quelques mois pour l'empêcher. Comment s'étonner dès lors que les portes se ferment, ne laissant comme échappatoire à Anne Hidalgo qu'un retrait en rase campagne en début d'année prochaine, qui ne sera pas très glorieux.

Est-ce à dire que les primaires ont désormais conquis leur place et qu'elles s'imposent désormais comme un mode de désignation des champions des partis face à un Président sortant qui entend se représenter ? Est-ce à dire que les électeurs sont aujourd'hui plus mûrs dans ce type de procédure pour faire les meilleurs choix et éviter les suicides collectifs du passé ? Rien n'est moins sûr. Tout est sans doute question de circonstances. On rappellera par ailleurs que dans le cas d'EELV et de LR, les participants sont restés en petit comité. Rien à voir avec les millions de participants de 2016.

Il reste que le Président Macron connaît maintenant une large partie de ses adversaires. Certains ont la légitimité de leur désignation par des primaires, d'autres se disputent la légitimité des idées d'extrême droite, les derniers à gauche continuent à se regarder le nombril et à quêter une légitimité hypothétique qu'ils aimeraient que le Père Noël leur amène... s'il existe... ●

## REGARD D'EXPERT

### La réorientation de la politique étrangère des Emirats Arabes Unis



Bertrand BESANCENOT

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

La visite que le prince héritier d'Abou Dabi a effectuée le 24 novembre dernier à Ankara est la dernière manifestation – très significative – du réaménagement en cours de la diplomatie émirienne.

En effet, Mohamed Ben Zayed (MBS) a tiré les conséquences de plusieurs évolutions de la situation régionale et internationale :

- Des relations plus fraîches avec l'administration Biden – qui a notamment critiqué l'action émirienne au Yémen et en Libye – alors que le prince avait beaucoup misé sur sa relation privilégiée avec le président Trump.
- Le désengagement progressif des Etats-Unis du Moyen-Orient, dont le départ précipité d'Afghanistan a confirmé les craintes des alliés de Washington dans la région.
- La normalisation au début de l'année entre les pays du Golfe, qui a mis fin à l'embargo imposé au Qatar et a conduit

à un rapprochement entre Riyad et Doha.

- Des divergences croissantes avec l'Arabie Saoudite sur le Yémen, la politique pétrolière, la normalisation avec Israël et avec le régime de Damas. En outre, même si les deux pays demeurent des alliés stratégiques, l'Arabie n'hésite plus à concurrencer les EAU sur les plans économiques, touristiques et culturels.
- Les échecs militaires relatifs de la « Sparte du Moyen-Orient » au Yémen et en Libye.

Face à cette nouvelle donne, Abou Dabi a pris un certain nombre de mesures qui vont dans le sens d'une diversification des relations de la Fédération avec le monde extérieur :

- Normalisation avec Israël et développement des relations économiques et sécuritaires bilatérales.
- Concertation renforcée avec la Russie, à propos de la Syrie notamment.
- Accroissement de la coopération économique et technologique avec la Chine.
- Dialogue avec l'Iran pour éviter des frictions dans le Golfe.
- Détente avec la Turquie, en dépit des divergences sur la question de l'Islam politique.
- Accent mis sur la diplomatie économique, en multipliant et diversifiant les partenariats économiques.

En somme, MBZ prend en compte et contribue à une recomposition géopolitique au Moyen-Orient : les Etats-Unis ont des priorités ailleurs ; la Russie s'est réengagée dans la région ; la Chine offre d'importantes opportunités de coopération ; la Turquie – qui connaît des difficultés économiques – est prête à améliorer ses relations avec l'Egypte, l'Arabie Saoudite et les EAU ; Israël est la première puissance militaire et technologique de la région ; l'Arabie Saoudite commence à concurren-

cer les EAU sur ses terrains privilégiés (centre commercial et financier, tourisme et culture).

Dans ces conditions, Abou Dabi ne doit plus dépendre quasi-exclusivement de sa relation privilégiée avec les Etats-Unis et peut prendre des initiatives propres pour contribuer à l'apaisement des tensions au Moyen-Orient (y compris par le dialogue avec Téhéran).

En même temps, l'émergence de la Chine, le rôle de la Russie dans le domaine des hydrocarbures, les opportunités d'investissement offertes par les situations économiques difficiles de la Turquie et de la Syrie – voire de l'Iran – préchent pour une diversification des partenaires économiques de la Fédération.

En d'autres termes, MBZ est en train d'adapter pragmatiquement la diplomatie de son pays à la nouvelle donne régionale et internationale, afin d'apaiser les tensions et de faire profiter son pays de toutes les opportunités qui se présentent.

Les Européens doivent être conscients de ces évolutions et agir de concert avec les EAU pour contribuer à la stabilisation du Moyen-Orient et préserver leurs intérêts – très importants – dans ce pays actif et résolument tourné vers la modernité.

A ce titre, la prochaine visite du président de la République dans la région sera un signe apprécié de l'engagement résolu de la France aux côtés des pays du Golfe ●

## REGARD D'EXPERT

### A Berlin, lorsque le nouveau chancelier Olaf Scholz joue l'alliance avec Paris pour mieux affronter les défis qui l'attendent



**Michel MEYER**

Écrivain et journaliste, Michel MEYER a été correspondant en Allemagne pendant un quinzième d'années au service de la télévision publique française, au point de devenir un des meilleurs connaisseurs de sa culture. Il devient ensuite directeur de l'information de Radio France, avant de participer à la création de France Info en 1987. Il a également publié plusieurs ouvrages, notamment son « Dictionnaire amoureux de l'Allemagne » aux éditions Plon, en 2019.

Dans le sésail politique allemand, l'étonnement que suscite l'élection d'Olaf Scholz s'apparente à celui de cet « Homme qui rit » du roman philosophique éponyme de Victor Hugo. Ce jeune Lord, peu considéré, enlevé sur ordre d'un roi, se transforme en saltimbanque, avant de, rétabli dans ses droits, se hisser au rang de pair d'Angleterre.

La question européenne pour notre « homme qui rit » - alias Olaf Scholz - n'en sera pas moins névralgique.

A quelques semaines d'une présidence française de l'Union européenne, Bruno Le Maire et Christian Lindner, ministres français et allemand des Finances, se promettent mutuellement des échanges constructifs. Mais pourront-ils réellement résoudre les divergences actuelles quant aux niveaux respectifs de dette des pays membres de la zone euro ? L'animateur de ce débat sera le ministre des Finances français, sous l'autorité du président de la République. Conduire cette négociation globale et sensible est un atout indéniable. Et cela dans un contexte où, vu de Berlin, l'essentiel devrait consister à trouver les bons étiages entre, d'une part la réduction de l'endettement des Etats et d'autre part le financement des secteurs d'avenir que sont les nouvelles technologies et la transition écologique. Peu compétent sur ces thématiques communautaires, le ministre allemand Christian Lindner n'a cependant rien négligé en vue de tenir son rang. Ainsi, il a consulté à ses côtés l'un des meilleurs experts allemands de ces marathons épisodiques de remises en regard des comptes européens, l'eurocrate allemand émérite Carsten Pillah.

De source sûre, il s'avère que, si Olaf Scholz s'est évertué à boucler en moins de deux mois son pacte de gouvernement domestique, c'est, entre autres, pour ne pas ralentir les décrets calendaires des avancées européennes. En effet, Paris et Berlin avaient estimé devoir harmoniser leurs agendas afin d'atteindre un point de convergence germano-latin que le président français et le chancelier allemand jugent essentiel. Nous sommes ainsi aux antipodes du climat qui, en 2017, avait porté la chancelière Angela Merkel. Cette dernière était à l'époque débordée par les tirades pro-européennes et très ambitieuses du président Emmanuel Macron. Elle lui avait alors, comme elle aurait pu le faire pour un admirateur trop entreprenant, battu froid - expression qui se dit « kalte Schulte zeigen » en allemand soit « froide épaule ».

Rien de comparable aujourd'hui, dans la mesure où, à Berlin, l'actuelle ligne politique liant les quatre partenaires d'une coalition politique rouge (sociale-démocrate) / verte (écologiste)

et jaune (libéraux) initiée par Olaf Scholz n'est jamais que le copier-coller des visées européennes préconisées il y a sept ans par le président français. Outre le pragmatisme naturel d'essence sociale-démocrate du chancelier Scholz, peut s'ajouter à ce copier-coller le reniement progressif des utopies gauchistes du 1968 allemand et la propre mue politique personnelle de cet ancien « jeune socialiste ». Olaf Scholz a, en effet, été classé apparatchik et embrigadé au sein de cette ligue, dite « Stamokap » - comprendre *Staatsmonopolistischer Kapitalismus*, ou capitalisme monopoliste d'Etat dans le jargon de l'époque - avant de trouver sa voie au sein de la social-démocratie des chanceliers Willy Brandt, Helmut Schmidt et Gerhard Schroeder. Ce dernier l'avait d'ailleurs nommé secrétaire général du SPD, puis ministre du Travail chargé du relèvement, alors controversé en Allemagne, de l'âge de la retraite à 67 ans.

Lors de sa récente visite à Paris, Olaf Scholz a tenu à souligner le caractère essentiel de la relation franco-allemande. Sa culture de grand nordique peu disert est d'ailleurs en passe de découvrir avec l'hexagone français une latinité gauloise dont il ignorait beaucoup d'aspects il y a peu. Lors de la présidence européenne allemande (second semestre de 2020), un processus de rapprochement avait déjà eu lieu, facilité par la négociation d'un plan de relance économique de 750 milliards d'euros supervisé par Angela Merkel. Un moment privilégié au cours duquel une complicité amicale s'était instaurée entre Olaf Scholz, alors ministre des Finances, et Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances français, féru de la langue de Goethe.

Pour les ténors de la presse politique allemande, il reste au nouveau chancelier à éprouver et manifester sa réactivité lors d'épreuves imprévisibles et de crises comme ses prédécesseurs ont dû le faire avant lui. Par exemple, en 1962, Helmut Sch-



midt avait su juguler avec brio l'« onde de tempête » terrifiante, ce qui lui avait valu d'être perçu par ses compatriotes comme la « vaillance personifiée ». Il avait également su apaiser, en 1977, les jeunes terroristes de la Fraction armée rouge, qui étaient en symbiose violente avec les tenants d'un terrorisme proche-oriental alors palestinien.

Le palmarès du tout nouveau chancelier n'a rien de comparable. Au contraire, Scholz fit preuve d'incapacité lorsqu'il fallut, en 2017, juguler l'invasion d'enragés altermondialistes qui entendaient, au lendemain d'une session du G20, saccager la ville de Hambourg dont il était alors maire. Ce fut un désastre dont le bilan, dressé par la police, est de plus de 500 policiers blessés par 7 000 émeutiers.

De cette épreuve, Olaf Scholz a retenu que rien ne doit être négligé en cas de crises. Et surtout, qu'il faut gérer au mieux la coopération étroite, donc sujette à des conflits de compétences, entre l'État fédéral central et les 16 régions fédérales afférentes allemandes, c'est le cas pour l'actuelle pandémie. Ainsi, le rééquilibrage de la relation Bund / Länder est devenu pour Scholz l'une des problématiques centrales des sept prochaines années.

L'explosion des cas de Covid depuis la mi-octobre ne laisse donc aucun répit au chancelier. 75 000 nouveaux cas de Covid ont encore été recensés dans le pays, alors même que le nombre de morts continue de croître au rythme de quatre cents décès par jour. Sur le registre de la vaccination, en passe de devenir obligatoire, l'Allemagne n'est plus le bon élève de l'Europe. L'opinion a évolué et, là où 64% des Allemands s'y opposaient encore en juillet, ils sont désormais 69% à la soutenir, ce qui a amené le chancelier à un franc rétropédalage sur cet espace verglacé. D'évidence, Scholz semble aussi faire cas de ces inhibitions héritées du Nazisme ou autres modes de gestion idéologique de l'ex-RDA, bien moins cependant qu'Angela Merkel, très prudente sur ces terrains. En effet, cette dernière a systématiquement veillé à ne pas mettre le feu aux poutres. Cela offre alors au nouveau chancelier de Berlin, l'opportunité de prendre l'exact contre-pied de la chancelière sortante alors même que les résistances à la vaccination persistent. Ceci malgré la mise en place, depuis le samedi 4 décembre et dans un pays où 68% des 83% d'Allemands se sont déjà vaccinés, de mesures s'apparentant à un semi-confinement larvé. Cela a ainsi permis à Olaf Scholz, subitement démonstratif et autoritaire, de soumettre au Bundestag une proposition de loi visant à bientôt rendre le vaccin obligatoire, sur fond d'interdiction d'accès aux commerces non-essentiels, tels que les restaurants, les lieux de culture ou les lieux de loisirs pour les non-vaccinés.

En outre, il faut également évoquer l'aubaine actuelle de quarante entreprises boursières du DAX allemand. En dépit des retards de livraisons, des manques de matériel électronique et autres matières premières dont souffrent les opérateurs précités, l'essentiel réside dans les 120 milliards d'euros de gains nets qu'elles auront encaissés cette année. Les meilleurs d'entre elles, Airbus, BASF, Covestro, Allianz, etc. ont pu verser globalement 4,5 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Une confirmation de la théorie voulant que, selon l'Américain Alfred Rappaport, « ce ne serait plus un homme qui travaillerait, mais son argent ». Cela a déjà été assimilé par certains industriels allemands comme me l'expliquait un jour le producteur d'acier Otto Wolff von Ammerongen, « il se ressentait surtout aux ordres du marché » ●

## REGARD D'EXPERT

### TikTok, nouveau passage obligé de la prochaine élection présidentielle



**Julien MALBREIL**

débute sa carrière à la Mairie de Paris, où il fut d'abord en charge des relations avec les élus, avant de s'impliquer dans la communication externe. Il rejoint en 2000 la start-up Election.com pour assurer son développement commercial et apporte son expertise pour permettre l'évolution législative en matière de vote par internet.

La campagne pour les prochaines élections présidentielles prend son élan même si le président de la République n'a toujours pas fait connaître son choix au jour de la rédaction de ce billet. Si les meetings, tractages et passages sur les plateaux télévisés restent des exercices incontournables pour tenter de convaincre les électeurs, l'importance des réseaux sociaux ne cesse de se renforcer. Une campagne sans un important volet numérique semble vouée à un échec certain. Parmi les grandes plateformes sociales, l'application de partage de vidéos TikTok, lancée en 2016, ne peut plus aujourd'hui être ignorée. Se distinguant par son format et surtout son public jeune, un algorithme qui favorise l'engagement, elle permet aux candidats de toucher une cible nouvelle en innovant dans le ton comme dans la forme adoptés.

### Un public jeune à conquérir

TikTok se distingue en effet par l'âge moyen de ses utilisateurs. Sur la quinzaine de millions d'utilisateurs actifs mensuellement en France, 75% ont moins de 24 ans, même si l'élargissement continu de son public atténue ce tropisme. Un public donc jeune, mais aussi très actif avec plus de 10 millions de vidéos partagés et 5 milliards de vidéos regardées chaque mois. Or cette population jeune, mais en âge de voter ou qui le sera prochainement, n'est pas négligeable pour qui souhaite être élu. Les électeurs de 18 à 24 ans sont plus de 5 millions sur un total de 47,9 millions d'électeurs inscrits. Une tranche d'âge qui se distingue néanmoins par son fort taux d'abstention : lors des dernières présidentielles, seuls 29% s'étaient déplacés au bureau de vote pour le 1er tour (34% pour le second tour), et ils n'étaient que 13% à avoir fait leur devoir électoral au 1er tour des élections régionales. Si ce fort taux d'abstention affaiblit leur poids électoral, un candidat qui arriverait à toucher cette cible pourrait entraîner de nouveaux électeurs à voter sur son nom. De multiples initiatives les incitent d'ailleurs à s'exprimer dans les urnes. En outre, leur pouvoir d'influence sur le succès d'une campagne électorale va bien au-delà de la stricte arithmétique de leur poids électoral.

### Humour et ton décalés de rigueur

Dans ces conditions, les principaux candidats à l'élection présidentielle de 2022, tout comme Emmanuel Macron, se sont positionnés sur le réseau social chinois, avec plus ou moins d'énergie, d'originalité et de succès. Notons que l'accès à TikTok apparaît très aisé en termes de production puisqu'il s'agit de poster des vidéos au format court qui doivent refléter une certaine spontanéité. Conserver un caractère amateur, tout en véhiculant un style décalé, voire décapant, relève du code implicite de TikTok pour attirer des followers en nombre. Ceci implique néanmoins une richesse de contenu, des images percutantes ou décalées et des idées qui font mouche. Les vidéos les plus réussies peuvent ainsi entraîner des millions de « likes » et autant de followers, lesquels seront ensuite invités à visionner de manière plus conventionnelle des extraits de meetings ou d'interviews du candidat.

### Les principaux candidats sur TikTok

Fort de 2,8 millions d'abonnés, le président de la République sort du lot et récolte 4,8 millions de vues en moyenne, avec des vidéos proférées pour plaire au public de TikTok. Du style vestimentaire peu présidentiel au format de type selfie en passant par les références culturelles mobilisées, tout est réfléchi (un

peu trop ?) et mis en œuvre pour plaire à un public jeune et peu conformiste, avec un certain succès. Manque néanmoins dans ses vidéos une expression décalée et humoristique. Il est suivi par Jean-Luc Mélenchon, avec 736000 abonnés, qui en habitude des réseaux sociaux a su comprendre les codes et les ressorts de TikTok. Son premier post plein d'autodérision trouve sa conclusion dans un pastiche d'une chanson de Wejdene, une personnalité en vue du réseau social. Succès assuré ! Et confirmé par la suite, avec là aussi une esthétique faite pour plaire aux plus jeunes. Marine le Pen, bien qu'arrivée tardivement sur le réseau, rencontre le succès avec une première vidéo pourtant très lissée en récoltant 5,6 millions de vues et 250.000 abonnés. Un joli score qui ne s'est toutefois pas reproduit par la suite. Avec 134.000 abonnés, Eric Zemmour pointe à la quatrième position. Un succès modeste au regard d'une activité intense, puisqu'il totalise 134 vidéos depuis avril dernier, qui peut s'expliquer par leur format en moyenne bien trop convenu. Mais dès qu'il parvient à faire preuve d'originalité, le nombre de vues explose : un strike au bowling lui permet d'en empocher 4 millions ! Sur TikTok, un bon lancé au bowling vaut mieux que de longs discours. Les autres candidats déclarés à l'élection présidentielle sont soit marginaux en nombre d'abonnés, soit à ce jour absents du réseau.

## TikTok pourra-t-il réconcilier les jeunes avec la politique ?

Communiquer sur TikTok permet donc aux différents candidats présents d'introduire une nouvelle façon de s'adresser aux Français, sur un mode plus direct, complice, voire potache, et de montrer une nouvelle facette de leur personnalité qui ne peut pas être révélée par les médias mainstream. Le réseau social complète une présence sur les autres plateformes en introduisant plus de dérision et d'apparente spontanéité. On ne sera toutefois pas dupe, le style et le message s'avèrent généralement soigneusement préparés. TikTok permet avec des vidéos efficaces d'engranger rapidement un nombre important d'abonnés. Si on peut regretter ce style qui rabaisserait la politique à un exercice ludique et frivole, force est de constater que les vidéos les plus classiquement politiques échouent à trouver leur public. Parler politique aux jeunes passe donc aujourd'hui par de nouveaux codes de communication qui vise à construire une communauté du rire et de l'anecdote avant de former une éventuelle communauté de pensée. Face à un jeune public largement dépolitisé, ne s'informant pas sur les grands médias, cette expression peut néanmoins susciter dans un second temps la curiosité des internautes, qui trouveront

alors sur le compte des candidats matière à information et à réflexion. Il s'agit là d'un pari qui mérite d'être joué, combler le fossé entre les acteurs politiques et une grande partie de la jeunesse réclamant une communication innovante ●



## VOUS SOUHAITE de bonnes fêtes de fin d'année



ESL & NETWORK & antidox

### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO  
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire  
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.